

« La médiation a échoué » : toujours pas de voie de sortie pour le pont de Tasdon à La Rochelle



Le pont de Tasdon est fermé à la circulation automobile depuis le 10 novembre 2023.

© Crédit photo : XAVIER LEOTY

Par [Frédéric Zabalza](#)

Publié le 14/10/2024 à 18h12.

La SNCF estime que le partage des frais de reconstruction de l'ouvrage, auquel le Département et la Ville sont favorables, « ne la regarde pas ». Retour à la case départ

Près d'un an après sa fermeture à la circulation automobile (le 10 novembre 2023), le pont de Tasdon est à l'abri des bouchons pendant un bon moment encore.

De fait, la SNCF a quitté la table des négociations menées entre l'opérateur ferroviaire, le Conseil départemental, propriétaire de l'ouvrage, et la Ville de La Rochelle. Au grand regret du préfet Brice Blondel, qui s'en est ouvert lundi 14 octobre aux élus de la Charente-Maritime. À côté de la présidente Sylvie Marcilly, le représentant de l'État a rappelé que le Département était à l'initiative d'une médiation entre les trois partenaires pour « convenir des termes » du partage des charges liées à l'entretien du pont ainsi qu'à la « déconstruction/reconstruction ». L'ancien ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Christophe Béchu, avait promis que l'État serait en mesure de participer au financement, via ses compétences sur « le rail ou la route ».

« Un doute » sur la propriété

En qualité de propriétaire malgré lui, le Département était d'accord pour se partager le lourd fardeau, comme la Ville de La Rochelle. « La SNCF n'y est pas favorable, déplore le préfet. Elle estime ne pas avoir à y prendre part, au motif que ça ne la regarde pas. La situation de blocage n'est pas surmontée. »

Brice Blondel voit deux manières de régler le sujet. « Que l'un des acteurs aille en justice pour contester sa qualité de propriétaire, avance le préfet. Que cette question qui n'a jamais été tranchée au fond le soit. De mon point de vue, j'estime qu'il y a un doute. » Deuxième option : trouver un accord. « Ce qui suppose de dégager des moyens au niveau national pour que l'État en prenne une partie. Cela permettrait à tout le monde d'en sortir grandi. La Ville accepterait de prendre la propriété, le problème serait réglé définitivement et sans doute plus vite. »

« On va reprendre notre bâton et prendre rendez-vous avec M^{me} Agnès Pannier-Runacher [la nouvelle ministre], annonce Jean-François Fountaine, maire de La Rochelle, afin de poursuivre le dialogue avec l'État. »